

BURKINA FASO



Unité – Progrès-Justice

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER DU BURKINA-FASO

APERÇU SUR L'ÉTAT DE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES AU BURKINA FASO

PLAN DE PRESENTATION:1/1

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

- I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES;
- II. CONTRIBUTION DU SECTEUR FORESTIER A L'ECONOMIE NATIONAL ET A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE;
- III. ACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE;
- IV. ROLE ET LA PLACE DES ACTEURS SOCIAUX ;
- V. QUELQUES INSUFFISANCES;
- VI. DEFIS, ENJEUX ET PRIORITES ;
- VII. BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES;

CONCLUSION.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION:1/3

Le Burkina Faso est un pays sahélien d'une superficie de 274 200 km². En 2006, sa population était estimée à 14,2 millions d'habitants soit une densité moyenne de 49 habitants au km². La grande sécheresse des années 70, a été le point de départ d'une prise de conscience plus accrue du gouvernement et des populations d'engager une lutte sans merci contre la désertification.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION: 2/3

- Une des réponses apportée à la problématique de la lutte contre la désertification a été la mise en œuvre des projets « Bois de Village » en 1978 et en 1984 le Programme National de Foresterie Villageoise.
- aujourd'hui la relation entre la population et la forêt est caractérisée par:
- Une forte dépendance de la population vis-à-vis des ressources forestières;
- La raréfaction des ressources forestières .
- En 2010, soit cinquante ans après les indépendances, le Burkina Faso est toujours en quête de développement économique et social, qui devrait se traduire par la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des capacités humaines.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION: 3/3

En mars 2010, le Burkina Faso a bénéficié du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Le PIF s'inscrit dans le cadre de la Réduction des Emissions résultant de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (REDD).

Le PIF a pour objectif de mobiliser des politiques et des mesures ainsi que des financements à l'effet de contribuer à la réduction du déboisement des forêts et de promouvoir le développement durable.

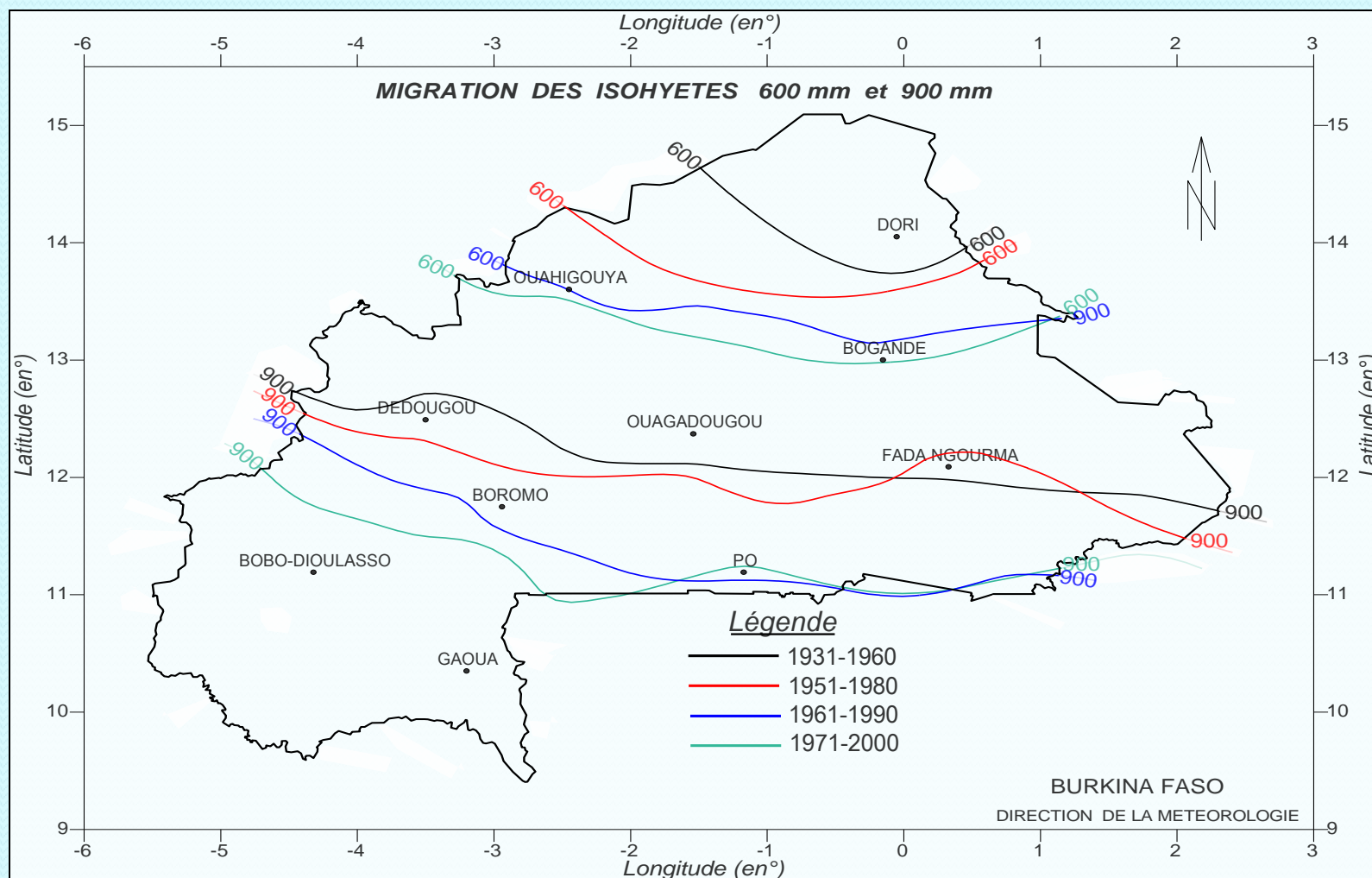
la présente communication qui donne un aperçu de la gouvernance forestière au Burkina Faso pourrait servir de base à des réflexions plus approfondies devant conduire à la confection de la stratégie du PIF Burkina.

I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 1/9

Le climat du Burkina Faso est de type sahélien composé de trois zones:

- La zone sahélienne (inférieure à 600 mm, 4 mois de saison des pluies);
- la zone soudano-sahélienne (comprise entre 600 mm et 900 mm, 5 mois de saison des pluies);
- la zone soudanienne (supérieure à 900 mm , 6 mois de saison des pluies.

I. DE LA SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 2/9



I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 3/9

En 2002 les formations forestières du Burkina couvraient 13 305 238 ha soit 48,75% du territoire(PNGRF).

Les 77 aires classées(composées de parcs nationaux, réserves de faunes, forêts classées) couvrent environs 3 816 000 ha.

1992 à 2002, le couvert forestier a subi une diminution de 110 500 ha en moyenne par an.

En 2000, une étude de la FAO estimait le bois sur pied à 3 94 419 000 m³.

Il ya trois grands types de végétation:

- Les steppes ;
- Les savanes ;
- Les végétations anthropiques caractérisés par des espèces protégées comme le karité (*Vitellaria paradoxa*), le néré (*Parkia biglobosa*), le tamarinier (le *Tamarindus indica*), le baobab (*Adansonia digitata*).

SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 5/9

Les feux de brousse et de savane émettent des **gaz polluants** dans l'air, provoquent des incendies, **Menacent et perturbent la biodiversité** et contribuent à la **désertification**

ISITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 6/9

Déboisement et les cultures sur brûlis sont causes d'érosion, de fragilité des sols, de mort d'arbres et de petits animaux, la fuite et parfois la disparition des gros animaux.

 *Source d'émission de Carbone même si la repousse séquestre après*

I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 7/9

Contribution du secteur forestier a l'économie nationale et a la lutte contre la pauvreté:

Le bois de Chauffe

- Utilisé comme énergie domestique par 84% des ménages .En 2006 l'INSD a estimé que le volume de bois énergie consommé s'élevait à 9 651 863 m³ .
- Pour une consommation rationnelle du bois de chauffe, 940 000 foyers améliorés ont été construits de 1980 à 1994 (PNGRF)

I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 8/9

Contribution du secteur forestier a l'économie nationale et a la lutte contre la pauvreté:

Le bois de service

La demande en bois de service pour l'année 2000 était estimée à 358 880 m³ (Mamadou Nombéré)

Le bois d'œuvre

Le Burkina n'est pas un grand pays producteur de bois d'œuvre. Il existe quelques scieries à Banfora (Comoé). La production qui avait atteint 8 347 m³ en 1997 a régressé jusqu'à 3 994 m³ en 2003.

I. SITUATION DES RESSOURCES FORESTIERES: 9/9

Contribution du secteur forestier a l'économie nationale et a la lutte contre la pauvreté:

Les Produits Forestiers Non Ligneux

Pour reprendre Bernardin de St Pierre cité par Bognounou(1987) « Il n'ya pas une plante au Burkina Faso qui n'ait quelques rapports avec les besoins de l'homme et ne serve quelque part à sa table, à son vêtement, à son toit, à ses plaisirs, à ses remèdes ou au moins à son foyer ».

Ils comprennent les fruits, les graines, les feuilles, les fleurs, la sève, les exsudats, les tiges, les écorces, les racines etc....

La faune

La faune comprend 128 espèces de mammifères, 477 espèces d'oiseaux, 60 espèces de reptiles et amphibiens.

IIACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE: 1/5

La volonté de l'Etat d'aller vers une meilleure gouvernance Forestière s'est traduite par l'élaboration de:

- La Politique Nationale Forestière(1995);
- Le Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification(2000);
- Le Programme National de Gestion des Ressources Forestières(2006-2015);
- La Politique Nationale en matière d'Environnement (2007);

A coté de ces politiques, il existe des stratégies (Education Environnementale, diversité biologique etc.).

II. ACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE: 2/5

Les politiques Forestières sont arrimées à d'autres cadres de référence en matière de développement au nombre desquels on peut citer:

- la lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (2002);
- la Stratégie de Croissance Accélérée pour un Développement Durable (en cours);
- le Programme National du Secteur Rural (en cours).

II. ACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE: 3/5

Au plan institutionnel et juridique on a :

- la Constitution (le préambule , art 14, art 101) ;
- les conventions de la génération de Rio (désertification, changements climatiques et diversité biologique avec les différents protocoles) , (1992);
- le code de l'environnement (1997) ;
- le code forestier (distingue forêt de l'Etat, forêt des collectivités et les forêts privées), (1997) ;
- la Réorganisation Agraire et Foncière (1996) ;
- la loi portant régime foncier en milieu rural (2009) ;
- la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau (2001) ;
- la loi d'orientation relative au pastoralisme (2002);
- la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso (2004).

II. ACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE: 4/5

Au plan de la participation des populations on peut citer :

- l'émergence de groupements de gestions forestières dont 400 GGF avec 12000 membres ;
- ils sont repartis dans 19 unions de groupement de gestion forestière ;
- la gestion des chantiers d'aménagement forestier est confiée aux populations ;
- les grossistes transporteurs et commerçants détaillants de bois ;
- les Comités de gestion des feux estimés à 400.

II. ACQUIS DE LA GOUVERNANCE FORESTIERE: 5/5

Au plan de la prise en compte des changements climatiques

- En 2006, le Programme d'Action National d'Adaptation à la variabilité et aux changements climatiques (PANA) a été adopté avec 12 actions prioritaires.
- **Au plan de la recherche forestière**
- Création du CNSF en 1984 qui a fait un travail remarquable dans la valorisation des espèces locales.

III. ROLE ET PLACE DES ACTEURS SOCIAUX: 1/1

- Ce sont :
- Acteurs étatiques (départements ministériels);
- ONG et Associations de protection de l'Environnement, chambres Régionales d'Agriculture, les organisations faitières des producteurs ;
- Acteurs locaux (collectivités territoriales, institutions traditionnelles et religieuses, etc.) ;
- Les partenaires techniques et financiers : il existe le cadre de concertation des partenaires du développement rural.

IV. QUELQUES INSUFFISANCES: 1/1

- Faible participation des femmes dans le domaine des activités d'aménagement;
- Faible valorisation des acquis enregistrés au niveau de la foresterie communautaire;
- Méconnaissance du potentiel forestier ainsi qu'une faible appropriation des expériences acquises;
- Faible interaction entre la recherche forestière et les actions en foresterie.

V. DEFIS, ENJEUX ET PRIORITES: 1/1

- la capitalisation des acquis et l'amélioration des connaissances en matière de gestion durable des ressources forestières ;
- l'accroissement et la diversification des productions forestières ;
- le renforcement des capacités des acteurs ;
- la question de l'accès à l'énergie ;
- la gestion des feux en milieu rural ;
- la récupération des terres dégradées ;
- les changements climatiques comme facteur aggravant de gestion des ressources forestières ;
- le renforcement du cadre politique juridique et institutionnel en matière de gestion durable des ressources naturelles.

VI. LES BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES: 1/1

- Des thèmes d'une extrême importance tels l'économie de l'Environnement, la comptabilité environnementale doivent être davantage soutenus;
- L'approche transfrontière de gestion des ressources forestières (ECOPAS, WAP et bientôt PAPE) doit être poursuivie et consolidée.

CONCLUSION: 1/1

- La difficulté de la mise en adéquation des besoins pressants des populations avec la dégradation prononcée et constante des ressources forestières, achève de convaincre des vertus de l'approche participative, doublée d'une responsabilisation poussée des populations;
- Le Burkina Faso continuera de consolider l'image de bonne gouvernance environnementale qui sous tend sa politique de gestion des ressources forestières, pour autant que l'avenir de l'humanité face aux changements climatiques se jouera avec la gestion durable de telles ressources.



MERCI DE VOTRE ATTENTION